ANNEXE

1. Le 3 février 2012, la Chambre préliminaire I a rendu la Décision relative à la visite en Libye du Bureau du conseil public pour la Défense et du Greffe (ICC-01/11-01/11-269).
2. Dans la traduction française de cette décision (ICC-01/11-01/11-269-tFRA), le dernier paragraphe de la page 4 comportait une erreur. Il fallait lire :

ATTENDU que cette visite devrait être organisée au plus tôt et que, pour garantir une rencontre fructueuse entre le suspect et le personnel de la Cour, les mesures suivantes devraient être prises : i) la rencontre devrait être destinée à renseigner Saif Al-Islam Qadhafi sur l'affaire intentée contre lui devant la Cour et sur les droits que lui garantit le Statut, ii) le groupe de fonctionnaires de la Cour se rendant en Libye devrait être aussi réduit que possible et **comprendre des représentants du Greffe et du Bureau du conseil public pour la Défense**, iii) ce groupe devrait inclure au moins un arabophone, qui assistera à la rencontre, iv) pour une partie au moins de la rencontre avec Saif Al-Islam Qadhafi, le Bureau du conseil public pour la Défense devrait pouvoir s'entretenir avec lui en toute confidentialité, ce qui signifie que seul un conseil de ce Bureau et, si nécessaire, un interprète de la Cour, devraient rencontrer le suspect, leurs propos ne devant pas pouvoir être entendus par quiconque ne se trouvant pas avec eux et v) toute autre mesure raisonnable doit être prise pour garantir que toutes les informations importantes dans le cadre de la présente procédure seront communiquées pendant la rencontre,

au lieu de :

ATTENDU que cette visite devrait être organisée au plus tôt et que, pour garantir une rencontre fructueuse entre le suspect et le personnel de la Cour, les mesures suivantes devraient être prises : i) la rencontre devrait être destinée à renseigner Saif Al-Islam Qadhafi sur l'affaire intentée

contre lui devant la Cour et sur les droits que lui garantit le Statut, ii) le groupe de fonctionnaires de la Cour se rendant en Libye devrait être aussi réduit que possible et **comprendre des représentants du Greffe et du Bureau du conseil public pour la Défense devraient en faire partie**, iii) ce groupe devrait inclure au moins un arabophone, qui assistera à la rencontre, iv) pour une partie au moins de la rencontre avec Saif Al-Islam Qadhafi, le Bureau du conseil public pour la Défense devrait pouvoir s'entretenir avec lui en toute confidentialité, ce qui signifie que seul un conseil de ce Bureau et, si nécessaire, un interprète de la Cour, devraient rencontrer le suspect, leurs propos ne devant pas pouvoir être entendus par quiconque ne se trouvant pas avec eux et v) toute autre mesure raisonnable doit être prise pour garantir que toutes les informations importantes dans le cadre de la présente procédure seront communiquées pendant la rencontre.

3. Le présent rectificatif est déposé afin de corriger cette erreur.